



HAL
open science

La consommation au XXe siècle : enquêtes, savoirs, pratiques

Marie-Emmanuelle Chessel, Sophie Dubuisson-Quellier

► To cite this version:

Marie-Emmanuelle Chessel, Sophie Dubuisson-Quellier. La consommation au XXe siècle : enquêtes, savoirs, pratiques. *Les Études sociales*, 2019, *Consommer et compter : enquêtes sur la consommation au XXe siècle*, 2019/1 (169), pp.5-19. 10.3917/etsoc.169.0005 . hal-02292703

HAL Id: hal-02292703

<https://sciencespo.hal.science/hal-02292703>

Submitted on 4 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LA CONSOMMATION AU XX^E SIÈCLE : ENQUÊTES, SAVOIRS, PRATIQUES

[Marie-Emmanuelle Chessel](#), [Sophie Dubuisson-Quellier](#)

Société d'économie et de science sociales | « [Les Études Sociales](#) »

2019/1 n° 169 | pages 5 à 19

ISSN 0014-2204

ISBN 9782950016300

DOI 10.3917/etsoc.169.0005

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-les-etudes-sociales-2019-1-page-5.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'économie et de science sociales.

© Société d'économie et de science sociales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La consommation au xx^e siècle : Enquêtes, savoirs, pratiques

Marie-Emmanuelle CHESSEL, Sophie DUBUISSON-QUELLIER

Après avoir longtemps constitué un objet phare des sciences sociales jusqu'aux années 1970, la consommation semble avoir été ensuite un thème un peu délaissé. Ces dernières décennies se manifestent un regain d'intérêt notable pour ces questions, tant en histoire qu'en sociologie ou en anthropologie, avec le développement de travaux portant à la fois sur la consommation, les finances domestiques et les enquêtes.

Ce dossier sur les enquêtes sur la consommation au xx^e siècle s'inscrit dans plusieurs traditions de recherche : les travaux sur la consommation, les recherches sur les pratiques d'enquête et enfin les réflexions sur l'histoire des États sociaux. Il témoigne de la vitalité de plusieurs champs de recherche. Croiser ces approches permet de mettre au jour la circulation des pratiques d'enquêtes entre différents univers – réformateurs sociaux, enquêteurs publics, spécialistes du marché, etc. – et la fertilité croisée des approches – approche ethnographique, méthodes quantitatives ou qualitatives en sociologie, histoire, etc.

Nous espérons également par ce dossier contribuer à identifier les différentes pistes de recherche qui pourraient être utilement poursuivies sur ce sujet. Enquêter sur la consommation ou les pratiques budgétaires des ménages d'aujourd'hui ou d'hier s'avère indispensable à la compréhension des modes de vie et de leurs effets, autant qu'à celle des impacts des politiques publiques ou des contextes économiques sur la consommation. Parallèlement, enquêter sur les enquêtes permet de saisir les cadres normatifs qui s'imposent aux pratiques de consommation ainsi que les continuités et les discontinuités qui caractérisent ces pratiques autant que leur régulation. Loin de se réduire à des activités privées, domestiques et confinées aux frontières des ménages, la consommation et les activités de compte et de décompte qui

leur sont associées doivent s'analyser pour leur contribution aux fonctionnements économiques et politiques de nos sociétés.

Trois traditions de recherche

Les chercheurs s'intéressent aux enquêtes traitant d'argent et de consommation depuis longtemps. Plusieurs traditions de recherche se rejoignent à cet égard. Premièrement, les chercheurs sur la consommation – qu'ils soient historiens, sociologues ou autres chercheurs en sciences sociales – cherchent des sources et des enquêtes qui offrent des informations sur les budgets, les modes de distribution, les manières de se loger, les biens achetés et donnés, comptant ou à crédit, etc. De très nombreuses enquêtes en effet existent, fournissant des sources inestimables, qui n'ont pas toutes été utilisées. Un recensement datant de 1935 en cite plus de 1500 dans le monde et il s'agit principalement d'enquêtes de budget¹ !

L'historiographie de la consommation, qui s'est beaucoup intéressée à la culture et au lien avec la politique, envisage à nouveau l'étude des pratiques des consommateurs eux-mêmes. Les historiens se tournent alors davantage vers les enquêtes, comme le montre le travail récent de Frank Trentmann qui propose une vaste fresque sur l'histoire mondiale de la consommation depuis l'époque moderne². L'imposant ouvrage cite abondamment des enquêtes, publiques et privées, scientifiques ou non à l'appui de son propos³.

1. Faith MOORS WILLIAMS, *Studies of family living the United States and other countries: An analysis of material and method*, Washington, United States Department of Culture, 1935. Cet ouvrage recense par exemple une enquête sur la Chine : Sidney David GAMBLE et John Stewart BURGESS, *Peking: A Social Survey Conducted Under the Auspices of the Princeton University Center in China and the Peking Young Men's Christian Association*, New York, Georges H. Doran Company, 1921. Pour une recension des enquêtes de budget, voir aussi : Ian GAZELEY, Rose HOLMES et Andrew T. NEWELL, « The Household Budget Survey in Western Europe, 1795-1965 », *IZA (Institute of Labor Economics), Discussion Paper Series*, n° 11429, 2018, p. 1-55. Merci à Gilles Giheux, Morgane Labbé et Claire Lemerrier pour leurs indications sur ces publications.

2. Frank TRENTMANN, *Empire of Things. How We Became a World of Consumers, from the Fifteenth Century to the Twenty-First*, Londres/New York, Allen Lane/Penguin/Harper Collins, 2016.

3. Marie-Emmanuelle CHEssel, « Des empires aux objets : la fabrique des consommateurs. À propos de : Frank Trentmann, *Empire of Things. How We Became a World of Consumers, from the Fifteenth Century to the Twenty-first* Londres, Allen Lane, 2016, 862 p., ISBN 978-0-7139-9962-4 », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 64, n° 1, 2017, p. 166-174.

En France, il existe une importante tradition d'histoire sociale qui s'appuie sur les enquêtes pour restituer la vie des ouvrières et des ouvriers, à travers leurs conditions de travail mais aussi leurs modes de vie et de consommation. Ces travaux fondateurs continuent d'être utilisés et cités par les chercheuses et chercheurs d'aujourd'hui qui s'inscrivent dans cette tradition et lisent ou relisent notamment les monographies leplaysiennes⁴. L'exemple emblématique de cette approche est le travail de Jean-Claude Daumas, qui vient de faire paraître une impressionnante histoire de la consommation en France aux XIX^e et XX^e siècles, dont Alexia Blin fait la lecture dans ce numéro. S'appuyant notamment sur les travaux d'Yves Lequin et de Michelle Perrot, l'auteur utilise un très grand nombre d'enquêtes publiques et privées pour analyser les évolutions de la consommation (monographies de Le Play et de ses successeurs, enquêtes littéraires, enquêtes des sociologues Maurice Halbwachs ou Paul-Henry Chombart de Lauwe, enquêtes du *Board of Trade*, de l'Office du travail, de l'INED ou de l'INSEE)⁵.

La deuxième tradition de recherche, qui n'est pas sans lien avec la première, s'intéresse aux pratiques d'enquêtes, dans une perspective critique. Les travaux de Le Play ont par exemple fait l'objet d'analyses critiques publiées en particulier dans la revue *Les Études sociales*. Ces « enquêtes sur les enquêtes » sont extrêmement riches car elles permettent de décortiquer les conditions dans lesquelles les enquêtes ont été menées et elles s'intéressent de près aux méthodes. La mise au jour de la très fine chronologie du travail de Frédéric Le Play est l'un des apports importants de cette démarche⁶.

Ce travail critique va de pair avec la démarche d'enquête ethnographique, nourrie par la méthode inventée par le jeune Frédéric Le Play. Il

4. Parmi les recherches récentes qui s'appuient en partie sur cette tradition et relisent les monographies leplaysiennes : Anne LHISSIER, *Alimentation populaire et réforme sociale. Les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle*, Paris, éd. Maison des sciences de l'homme, 2007 ; Anaïs ALBERT, *Consommation de masse et consommation de classe. Une histoire sociale et culturelle du cycle de vie des objets dans les classes populaires parisiennes (des années 1880 aux années 1920)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris I, 2014.

5. Michelle PERROT, *Enquêtes sur la condition ouvrière en France au 19^e siècle. Étude, bibliographie, index*, Paris, Microéditions Hachette, 1972 ; Yves LEQUIN, *Les ouvriers de la région lyonnaise, 1848-1914*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977. Voir Jean-Claude DAUMAS, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Flammarion, 2018.

6. Stéphane BACIOCCHI et Alain COTTEREAU, *L'invention d'une anthropologie comparative. Le Play et les collectifs enquêteurs, 1836-1864*, ouvrage en préparation ; Stéphane BACIOCCHI et Jérôme DAVID, « Esquisse pour une autre anthologie », *Les Études sociales*, n° 142-143-144, 2005/2006, p. 7-17.

permet de restituer, comme le faisait précisément Le Play dans ses premiers travaux, la manière dont les gens comptent, en restituant la logique à l'œuvre, mais sans utiliser pour cela le prisme normatif qui conduisait Le Play à porter un jugement sur les pratiques des acteurs sociaux. On peut ainsi tracer les circulations non monétaires (par exemple les dons ou l'autoproduction) associées à la consommation. C'est l'optique de l'« ethnocomptabilité », développée par Alain Cottereau, Stéphane Baciocchi et d'autres, qui vise à restituer par une démarche ethnographique les opérations par lesquelles les individus comptabilisent de l'argent, des objets ou du temps⁷. Deux articles de ce numéro – celui de Pierre Blavier et celui d'Odile Macchi – s'inscrivent dans cette optique de recherche féconde qui redonne toute sa place aux budgets et à la manière dont les femmes et les hommes organisent leur vie matérielle.

Cette approche, qui permet de glisser d'une situation où c'est l'observateur qui fait les comptes à une approche dans laquelle l'observateur fait compter l'individu, redonne aux actrices et aux acteurs toute leur capacité d'action (« *agency* ») en tentant de comprendre comment ils procèdent pour allouer leur budget ou leurs ressources. Cette perspective est particulièrement riche pour comprendre la manière dont les individus opèrent, bricolent, se débrouillent, lorsque les conditions sont difficiles, écartant tout approche misérabiliste⁸ ou lorsque les modes de vie sont atypiques⁹. Cette démarche permet aussi d'articuler très finement, comme le montre l'article d'Odile Macchi dans ce numéro, l'espace du travail et l'espace domestique de la consommation, en explicitant la façon dont les individus articulent une comptabilité de leur salaire avec celle de leurs dépenses. Cette liaison entre le monde du travail et le monde de la vie quotidienne, dans laquelle s'inscrit la consommation, est aussi une tendance récente de l'historiographie¹⁰.

7. Alain COTTEREAU, « Ne pas confondre la mesure et l'évaluation : aspects de l'ethnocomptabilité », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2016, p. 11-26 ; Alain COTTEREAU et Mokhtar Mohatar MARZOK, *Une famille andalouse : ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Paris, Bouchene, 2012. Voir aussi tout le numéro de la *Revue des politiques sociales et familiales*, intitulé « Joindre les deux bouts. Enquêtes d'ethnocomptabilité », 2016.

8. Michel de CERTEAU, *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1990 ; Matthieu Brejon de Lavergnée et Antoine SAVOYE (dir.), *L'intelligence de la pauvreté. Les Études Sociales*, n° 164, 2016. Voir aussi Collectif-Rosa-Bonheur, « Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique », *Sociologies [en ligne]* <http://journals.openedition.org/sociologies/5534>, 2016.

9. Geneviève PRUVOST, « Dépenser moins pour vivre mieux. Le cas de boulangers paysans vivant en yourte », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2016, p. 105-119.

10. Voir à cet égard les « Journées d'études internationales – Travail et consommation, XIX^e-XX^e-XXI^e siècles », organisées 27-28 avril 2017 à l'Université Paris Est Créteil.

Les deux traditions de recherche que nous venons d'exposer (trop) rapidement s'articulent dans des travaux récents, qui revisitent les « enquêtes ouvrières » de différentes manières¹¹. C'est le cas de la thèse d'Ariane Mak qui étudie les grèves dans le secteur des mines, à partir des enquêtes d'un collectif d'enquêteurs appelé le Mass Observation, en Grande-Bretagne entre 1942 et 1944. Ce travail d'histoire sociale s'appuie sur l'ethnographie minutieuse produite par les enquêteurs britanniques. Ariane Mak montre comment les ouvrières et les ouvriers pensent, vivent et comptent, afin de comprendre les enjeux de la grève pour les ouvriers de la Seconde Guerre mondiale. Cette histoire sociale s'appuie sur une analyse critique des enquêtes, et sur leur revisite, *via* un travail d'histoire orale complémentaire¹².

Enfin, la troisième tradition de recherche dans lequel s'inscrit ce numéro porte sur l'histoire des États-Providence dans une perspective élargie. Cette histoire met en évidence la pluralité des acteurs qui, sur une longue période, travaillent à réguler les populations : les acteurs au sein des États, mais aussi les municipalités, les milieux associatifs ou réformateurs, les Églises, etc. Pour fonder leur action sociale, qui consiste à protéger, proposer de l'assistance ou réguler l'activité de telle ou telle population, ces acteurs ont besoin de connaître les individus sur lesquels ils veulent agir. À ce titre, ils sont eux-mêmes d'importants producteurs de savoirs et de catégorisation sur ces populations¹³. C'est dans ce cadre que l'on peut regarder l'intérêt des assistantes sociales pour les enquêtes sociales de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (dont un extrait est publié dans ce numéro) ou les enquêtes que les assistantes sociales produisent elles-mêmes, comme le montre Lola Zappi dans son article sur l'entre-deux-guerres ou Ana Perrin-Heredia dans ses travaux sur l'époque contemporaine¹⁴.

Cet intérêt pour les enquêtes budgets est renouvelé dans le cadre de projets collectifs en cours qui envisagent une comparaison entre différents

11. Voir le séminaire sur les enquêtes ouvrières, organisé à l'EHESS par Eric Geerkens, Nicolas Hatzfeld, Isabelle Lespinet-Moret, Xavier Vigna, et qui va donner lieu prochainement à un ouvrage (*Enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine, entre pratiques scientifiques et passions politiques*, La Découverte).

12. Ariane MAK, *En grève et en guerre. Les mineurs britanniques au prisme des enquêtes du Mass Observation (1939-1945)*, thèse de doctorat d'histoire et civilisations, EHESS, 2018.

13. Nous renvoyons aux travaux du groupe ESOPP : <http://esopp.ehess.fr/> (consulté le 24 août 2018) et de Paul-André ROSENTAL, *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob, 2003.

14. Ana PERRIN-HEREDIA, « Faire les comptes : normes comptables, normes sociales », *Genèses*, n° 3, 2011, p. 69-92.

pays : comment en effet comparer différentes situations sociales sans comparer les modes d'enquête dans ces différents pays ¹⁵ ?

Des comptes des consommateurs à la gestion des masses

S'inscrivant en partie dans ces démarches de recherche, ce numéro est issu d'une journée d'études, organisée par plusieurs membres du Centre de sociologie des organisations (CSO, CNRS-Sciences Po) le 28 mars 2017. Cette journée intitulée « Enquêtes sur la consommation et l'argent au xx^e siècle » visait à construire un dialogue entre histoire et sociologie sur les thèmes de la consommation, de l'argent et des enquêtes sociales, dans le cadre d'un projet collectif financé par le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po ¹⁶.

Nous avons souhaité, par ce numéro, travailler sur les continuités entre les différentes comptabilités : comptabilité de l'argent, des choses et du temps, celles des consommatrices et des consommateurs, mais aussi celles des enquêtrices et enquêteurs, afin d'interroger les savoirs qui sont à l'œuvre. Ces connaissances recouvrent les pratiques et les savoirs profanes des consommateurs, hommes et femmes, qui comptent leur argent, allouent leurs budgets et font des choix, parfois dans des contextes de débrouille qui mettent au jour leurs capacités et leurs marges de manœuvre. Mais elles concernent également les savoirs plus institutionnalisés, par la science ou l'action publique, sur la consommation et la gestion budgétaire, qui peuvent aussi équiper l'action sociale ou le gouvernement de la consommation. Le numéro est construit autour de ces différents aspects et s'organise en trois parties.

La première partie – « Le calcul au jour le jour » – propose de suivre au plus près la manière dont les individus comptent et gèrent leur budget, le plus souvent au quotidien, parfois dans la difficulté. Les informations sur ces

15. Voir les travaux du collectif Euraseemploi (Croissance et formes d'emploi. Une comparaison eurasiatique de l'incertitude au travail), animé par Bernard Thomann, <https://euraseemploi.hypotheses.org/> (consulté le 24 août 2018). Ce numéro a bénéficié de l'aide de l'ANR Euraseemploi.

16. Nous remercions le LIEPP pour son aide dans l'organisation de la journée et du numéro. Le projet collectif intitulé « L'argent des ménages dans les politiques publiques » était dirigé par Jeanne Lazarus et avait donné lieu à une précédente journée d'études intitulée « Réguler, conseiller, éduquer ? Comment les politiques publiques encadrent-elles l'argent des ménages ? » (13 octobre 2016). Ce projet a bénéficié du soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir dans le cadre du labex LIEPP (ANR-11-LABX-0091, ANR-11-IDEX-0005-02).

façons de compter peuvent être transmises par les consommateurs et consommatrices à partir des opérations qu'ils et elles réalisent pour calculer et compter leurs ressources (article d'Odile Macchi), elles peuvent l'être par les assistantes sociales qui identifient ces calculs pour mieux les encadrer et les moraliser (article de Lola Zappi), enfin elles peuvent être produites par les chercheurs, qui reconstituent, à partir des données fournies par les enquêtés, la manière dont ceux-ci allouent leurs ressources aux différents postes de consommation (article de Pierre Blavier).

L'article de Lola Zappi, à partir du cas du service social de l'enfance dans l'entre-deux-guerres, met en évidence les contenus des enquêtes des services sociaux. Celles-ci informent sur les pratiques budgétaires des populations suivies, tout autant que sur les représentations et objectifs moraux des enquêtrices ainsi que sur les visées de discipline et de moralisation des services sociaux dont ces enquêtes sont les outils. Le matériau mis au jour suggère clairement la manière dont les individus sont rendus responsables de leur état de pauvreté, par rapport à des facteurs sociaux qui sont passés sous silence. L'article révèle aussi les importantes continuités entre ces formes de responsabilisation des individus face à leur situation de précarité et celles qui sont produites par les accompagnateurs budgétaires contemporains étudiés par Ana Perrin-Heredia¹⁷ dans le cadre de la prise en charge du surendettement. On retrouve aujourd'hui, dans le discours public aussi bien que dans les politiques publiques, cette mise en cause des responsabilités individuelles dans les situations de pauvreté que connaissent les individus¹⁸.

S'appuyant sur une pluralité de documents produits par les enquêtées elles-mêmes, Odile Macchi montre que le calcul domestique ne se réalise pas seulement à la maison, mais aussi à l'usine, construisant ainsi une continuité entre l'espace de travail et l'espace domestique. Les opérations de comptabilité des activités de travail font écho à celles qui portent sur les pratiques de consommation : l'ouvrière des années 1960 compte l'argent qu'elle gagne en fonction des pièces fabriquées et règle ses efforts en fonction des dépenses à venir. Le temps, l'argent ou la fatigue sont calculés pour la dépense comme pour l'épargne. Consommation et travail apparaissent ainsi comme les deux faces d'une même réalité. L'usine est elle-même un lieu d'entre-aide et de consommation (garde d'enfant, transport, cantine), tandis que la maison est

17. Ana PERRIN-HEREDIA, *Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires : ethnographie économique d'une « zone urbaine sensible »*, thèse de doctorat de sociologie, Université de Reims Champagne-Ardennes, 2010.

18. Sophie DUBUISSON-QUELLIER (dir.), *Gouverner les conduites*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.

un lieu de production (on y cuisine, accommode les restes, on y fait des travaux soi-même)¹⁹. Les acteurs calculent à tous moments et partout, l'économie domestique dépasse la maisonnée et se formule aussi au travail ou dans la relation avec les autres.

Située dans le contexte de la crise contemporaine touchant l'Espagne, l'étude de Pierre Blavier saisit quant à elle les implications de la situation au plus proche des pratiques budgétaires et de consommation d'un ménage. Il montre comment le couple développe de nouvelles compétences pour faire face à la situation mais doit aussi composer avec les choix de vie faits antérieurement. C'est une lutte que déploie le ménage pour joindre les deux bouts et maintenir ses objectifs initiaux : ne pas dépendre de leurs parents, offrir des loisirs et une bonne éducation à leurs enfants. L'article suggère combien ces réalités, pourtant constitutives de la consommation en situation de crise, représentent des angles morts pour l'enquête statistique.

La deuxième partie du dossier, intitulée « Des méthodes et des savoirs », montre que les démarches d'enquête sur la consommation sont fortement articulées à des entreprises de connaissance, qui peuvent avoir, en retour, des effets importants sur la manière dont ces enquêtes sont conçues ou mobilisées. Connaître la consommation et les modes de vie des acteurs sociaux n'informe pas seulement sur une réalité sociale à une époque donnée, elle éclaire aussi le rôle et les ressorts de cette activité spécifique qu'est la consommation : comment elle est agie et ce qu'elle produit sur les acteurs sociaux.

Stefan Schwarzkopf propose de montrer que les « approches critiques » de la consommation, qui sont au cœur de travaux contemporains du marketing critique, trouvent leur source dans une enquête ethnographique conduite dans les années 1920 aux États-Unis. Appartenant au courant que l'on appellera les « *community studies* », l'enquête menée par le couple Lynd se déroule dans une petite ville, nommée de façon anonyme Middletown. Elle est l'occasion pour Robert Lynd de mettre au jour les ressorts de la consommation, non pas seulement du côté des consommateurs, mais aussi de celui des offreurs et de leurs démarches de manipulation de la demande. L'enquête se conclut alors par un appel à la nécessité de défendre les droits des consommateurs face aux puissants intérêts industriels et commerciaux des entreprises. Enquêter sur la consommation, c'est aussi mettre au jour les mécanismes par lesquels les acteurs économiques parviennent à imposer aux consommateurs leurs désirs et leurs aspirations, ce qui suggère de ne pas rester seulement du côté des consommateurs mais aussi de mieux comprendre le

19. Florence WEBER, *Le travail à-côté : une ethnographie des perceptions*, Paris, éd. Ehes, Nouvelle édition revue et augmentée, 2009.

rôle des acteurs et dispositifs qui orientent leurs choix. Par ailleurs, l'analyse de la démarche d'enquête de Middletown a d'importantes conséquences. Elle remet en cause les frontières entre enquêtes académiques et enquêtes marchandes, entre enquêtes scientifiques et enquêtes « utilitaires ». Les pratiques d'enquête de marché, dont l'histoire reste largement à écrire, trouvent en partie leur source dans d'autres pratiques d'enquêtes, que ce soit les enquêtes sociales des milieux réformateurs ou bien les enquêtes de type « *community studies* »²⁰.

Pourtant, le thème de la consommation reste soumis à des cadrages particuliers qui font qu'il reste absent de certains champs de la sociologie. C'est à cette réflexion qu'invite l'article de Gilles Laferté, à travers le cas de la sociologie rurale française qui s'est très largement désintéressée des questions de consommation. Gilles Laferté montre que l'absence de la sociologie de la consommation dans la trajectoire de la sociologie rurale en France, dominée par l'ethnologie et les traditions populaires, n'est pas sans informer sur ce qu'est justement la consommation. Celle-ci est en effet envisagée par les sciences sociales à la fois comme un marqueur de classe et un phénomène urbain et marchand susceptible de s'appréhender par une comptabilité statistique nationale. La sociologie rurale qui conçoit les sociétés paysannes comme faiblement segmentées socialement, et plutôt clivées vis-à-vis du reste de la société, a peu pensé la question de la consommation, et s'est plutôt tournée vers des problématiques d'économie domestique et d'autarcie. La consommation s'y ancre dans la tradition, ritualisée et non marchande, fondée avant tout sur une autoproduction. L'analyse de la consommation en milieu rural différencie peu les groupes socio-professionnels et cherche au contraire à homogénéiser les communautés dont les pratiques se différencient essentiellement selon les territoires. L'article montre ainsi, par effet de miroir, combien penser la consommation contient de présupposés sur cette réalité sociale et ce que celle-ci dit des formes de segmentation à l'œuvre dans nos sociétés²¹.

20. Christoph CONRAD, « Observer les consommateurs. Études de marché et histoire de la consommation en Allemagne, des années 1930 aux années 1960 », *Le Mouvement Social*, n° 206, janvier-mars 2004, p. 17-39 ; Stefan SCHWARTZKOPF, « A Radical Past ? The Politics of Market Research in Britain, 1900-1950 », in Kerstin BRÜCKWEH (dir.), *The Voice of the Citizen Consumer. A History of Market Research, Consumer Movements, and the Political Public Sphere*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 29-50. Voir aussi le travail d'Ariane MAK, *En grève et en guerre, op. cit.*

21. Inversement les historiens commencent à s'intéresser de près aux questions de consommation dans les campagnes et aux paysans. Cf. notamment quelques chapitres dans Jean-Claude DAUMAS, *La Révolution matérielle, op. cit.*

L'article de Sophie Dubuisson-Quellier, Séverine Gojard et Marie Plessz propose de revenir sur une enquête sur la consommation faite par les auteurs. Elle articule deux des programmes théoriques qui, en France, ont travaillé sur cette question : celui de Pierre Bourdieu d'une part qui s'attache à saisir la consommation à partir des trajectoires sociales des individus, et celui issu du courant de sociologie économique qui restitue le rôle des dispositifs socio-techniques dans la construction des compétences des consommateurs. Non seulement ces programmes n'ont jamais dialogué mais ils sont aussi considérés par la communauté académique comme largement irréconciliables. L'enquête reposait sur un double matériau quantitatif et qualitatif. Les auteurs explicitent leur démarche méthodologique qui permet d'éclairer par des aller-retours successifs le matériau quantitatif par le matériau qualitatif et réciproquement, plutôt que de les utiliser de manière séquentielle. Ce retour sur une enquête permet de saisir la pluralité des savoirs qui structurent les connaissances sur la consommation et la manière dont les enquêtes à la fois les mettent en œuvre et les redessinent.

La question des savoirs est également au cœur de la troisième partie de ce dossier. Intitulée « Gérer les masses », elle montre que la question de la consommation impose aux acteurs qui veulent la gouverner des savoirs dont la grande spécificité est d'être en mesure de rendre compte de la grande masse des consommateurs. Dans ce contexte, les techniques de mesure quantitatives semblent naturellement s'imposer dans un contexte où les sociétés accordent un poids croissant aux vertus d'objectivité du chiffre. Cependant de nouvelles techniques émergent aujourd'hui autour de l'intelligence artificielle qui tendent à déconnecter cette gestion des masses de la nécessité de production d'un savoir sur la consommation ²².

L'article de Régis Boulat est consacré à la genèse du CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur la consommation) dans la France d'après-guerre. Il montre comment la question d'une production d'une quantification de la consommation s'impose dans le contexte bien particulier de la politique volontariste d'augmentation de gains de productivité. Les pouvoirs publics ont besoin de mieux comprendre cette consommation, ses tendances et ses évolutions. Cela correspond à une période où les enquêtes sur les budgets sont « nationalisées » dans des organismes tels que l'INSEE. Comme l'a bien montré Alain Desrosières, « un réseau de production et d'utilisation des enquêtes se constitue à partir de quelques pôles bien spécifiés, autour de

22. Theodore M. PORTER, *La confiance dans les chiffres : la recherche de l'objectivité dans la science et dans la vie publique*, Paris, Les Belles Lettres, 2017 ; Theodore M. PORTER, *Trust in numbers: the pursuit of objectivity in science and public life*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1995.

l'INSEE ». Ces pôles, parmi lesquels l'INED (Institut national d'études démographiques), l'Institut national d'hygiène et le CREDOC, poursuivent des objectifs différents mais se renforcent en partageant la vision commune d'une consommation objectivée dans ses grandes masses²³.

Enfin, l'article de Franck Cochoy et Jean-Sébastien Vayre montre que l'avènement d'outils algorithmiques destinés à prédire les appariements entre une offre massive de produits et des consommateurs singularisés fait de la prédiction des appariements marchands la base des nouveaux savoirs pratiques des acteurs économiques. La connaissance de la consommation, de ses grandeurs ou de ses ressorts ne semble même plus nécessaire puisque l'optimisation et la multiplication des transactions marchandes peuvent être automatisées. La science des algorithmes offre alors la promesse de pouvoir agir sur la consommation sans que ne soient développés d'enquêtes, de savoirs ou de réflexion critique sur cette pratique sociale, au risque certain d'un appauvrissement tant politique que cognitif de la figure du consommateur.

Le numéro comprend aussi deux documents, des extraits d'enquêtes consacrées à l'argent et la consommation. Le premier document est le texte de deux assistantes sociales qui, dans les années 1930, diffusent des résultats d'enquêtes de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine ; il est introduit par Marie-Emmanuelle Chessel et Anna Egea. Ce document permet de mettre en évidence le travail d'enquête de la JOC et de la JOCF, notamment sur les questions d'argent et de consommation. Il documente aussi le travail d'écriture effectué par les assistantes sociales, ainsi que les normes que leurs textes véhiculent.

Le deuxième document est une enquête faite par un collectif de jeunes sociologues (Luc Boltanski et Jean-Claude Chamboredon) sous la direction de Pierre Bourdieu dans les années 1960, sur le thème de la banque. Les extraits d'enquête sont introduits par Jeanne Lazarus et Hélène Ducourant. Le document présente cette enquête faite sur le développement du crédit bancaire aux particuliers. Le rapport donne accès aux modalités d'interaction entre la banque et ses clients à une époque où le marché du crédit est encore peu développé, mais surtout les auteurs mettent au jour les catégories morales qui structurent cette pratique économique encore naissante, anticipant ce que deviendra progressivement cette société du crédit. L'enquête assez critique fut alors loin de satisfaire les attentes des commanditaires privés.

23. Alain DESROSÈRES, *L'argument statistique*, II, *Gouverner par les nombres*, Paris, Mines ParisTech-Les Presses, 2008. Voir en particulier le chapitre 8, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », p. 177-215, citation p. 200.

Revisiter les savoirs sur la consommation

Ce dossier propose d'interroger les relations qui existent entre enquêtes, savoirs et interventions sur la consommation. Il veut montrer les continuités et les ruptures entre les différentes façons d'enquêter sur la consommation, en mettant au jour les savoirs qu'elles produisent et les projets politiques auxquelles elles s'articulent. Quelles conceptions de la consommation produisent ces enquêtes et ces savoirs et comment ces conceptions fondent à leur tour des projets spécifiques, académiques ou politiques, autour de ce qu'est la consommation et de ce qui l'anime ?

Les enquêtes sur la consommation et l'argent révèlent combien cette pratique sociale informe sur les différences entre groupes sociaux et sur les modes d'appartenance (article de Gilles Laferté). Elles analysent des stratégies et des tactiques qui montrent avant tout la manière dont les contraintes matérielles viennent structurer les choix et les modes de vie. L'étude de la débrouille des consommateurs offre une entrée sur les savoirs profanes qui fondent les modes de calcul (articles de Pierre Blavier et d'Odile Macchi). Les consommatrices et consommateurs en effet ne cessent eux-mêmes de produire de la connaissance et de l'ordre dans la consommation, par des activités de comptabilité, de hiérarchisation, d'ordonnement, de classification, d'attribution, de prévision, d'adaptation qu'il est important de mettre au jour et d'identifier. L'ethnocomptabilité, dans laquelle les enquêteurs reconstituent eux-mêmes les modalités de calcul à partir de classifications qui lui sont propres, est un moyen de le faire. Elle permet de retrouver les modes d'équivalence élaborés par les consommateurs, par exemple entre les ressources et les circulations matérielles, temporelles et financières. Elle présente également l'intérêt d'articuler les activités de production et de consommation dans un même cadre d'analyse. Une autre façon de procéder consiste à analyser et relever les outils propres aux consommateurs, ceux qui leur permettent de faire ces calculs et ces équivalences : carnets de compte, listes de courses et d'activités, inventaires ; de même que peuvent être recensées les différentes activités et pratiques relatives à la consommation à partir de leurs supports matériels, comme le font par exemple les travaux du courant anglo-saxon de la théorie des pratiques²⁴. Des méthodes restent sans conteste à inventer dans ce domaine en sciences sociales afin de mieux

24. Sophie DUBUISSON-QUELLIER et Marie PESSZ, « La théorie des pratiques. Quels apports pour l'étude sociologique de la consommation ? », *Sociologie*, vol. 4, n° 4, 2013, p. 451-469.

comprendre les ressorts de cette pratique sociale. L'enquête sur la consommation offre un espace d'observation et d'analyse pour comprendre des décisions qui se jouent dans l'espace domestique, mais dont les cadres sociaux sont bien plus larges, puisqu'ils tiennent à la structure des marchés (produits, crédits, immobilier...) et aux politiques publiques²⁵, et dont les effets tant politiques qu'économiques et sociaux n'en sont pas moins importants. C'est ce qu'avaient compris les enquêteurs de la réforme sociale, et ceux plus contemporains de l'action sociale qui projettent ainsi de cerner les logiques à l'œuvre au sein des familles pauvres pour mieux intervenir sur des situations dont il s'agit de corriger les dysfonctionnements (article de Lola Zappi, contribution de Marie-Emmanuelle Chessel et Anna Egea).

Enquêteurs du monde académique et de l'intervention sociale se rejoignent alors singulièrement sur un point : la consommation est un analyseur du groupe social et de son identité, elle segmente. On peut alors s'interroger sur le rôle joué par les enquêteurs eux-mêmes dans la construction de ces frontières entre les groupes sociaux lorsqu'ils ne veulent voir dans la consommation que l'expression d'une situation de classe. Si ce point est assurément très important, enquêter sur la consommation ne saurait se résumer à l'exploration des spécificités des groupes sociaux et de ce qui les différencie. L'enquête sur la consommation permet en effet de comprendre des décisions dont les ressorts sont pluriels, allant des dispositifs publics et marchands encadrant la consommation aux dispositions des individus à s'en saisir (article de Sophie Dubuisson-Quellier, Séverine Gojard et Marie Plessz). L'enquête sur la consommation offre ainsi la possibilité de comprendre comment les décisions des consommateurs sont orientées, voire manipulées (article de Stephan Schwartzkopf, contribution d'Hélène Ducourant et Jeanne Lazarus). De ce point de vue, revenir aux pratiques des consommateurs, à leurs activités matérielles et comptables et non pas seulement à leurs décisions, est aussi un moyen de saisir la manière dont les consommateurs s'adaptent, réagissent, négocient les tentatives de gouvernement de la consommation qui s'exercent sur eux, que cela soit l'œuvre des gouvernements, d'une association de la société civile ou encore du monde marchand²⁶. Comment rendre compte aujourd'hui des inégalités sociales sans considérer les disparités très fortes entre les ménages non seulement en termes de modes de vie, mais aussi d'efforts et de moyens consacrés à la consommation ? Si les grands agrégats

25. Sophie DUBUISSON-QUELLIER, « La consommation comme pratique sociale », in Philippe STEINER et François VATIN (dir.), *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, 2009, p. 727-747.

26. Sophie DUBUISSON-QUELLIER (dir.), *Gouverner les conduites*, op. cit.

sur la consommation sont aujourd'hui bien connus, on en sait beaucoup moins sur ce qui constitue le cœur des pratiques d'allocation budgétaire et des pratiques de consommation quotidiennes, sur ce qui rend difficile l'accès à certaines consommations pour certains ménages, sur les multiples bricolages qui permettent aux individus de tenir leurs budgets et « joindre les deux bouts ». Alors qu'il s'agit-là de l'un des moteurs de nos sociétés ²⁷, on en sait finalement bien peu sur la consommation ordinaire.

Par conséquent, la connaissance de la consommation est toujours un projet politique qui peut s'exprimer tout autant dans la mise au jour de la stratification et des inégalités sociales, dans le gouvernement des conduites des consommateurs ou encore dans la construction des politiques économiques (article de Régis Boulat). La ligne de fuite que dessine l'usage d'algorithmes dans la prédiction des appariements entre les produits et les consommateurs interroge (article de Franck Cochoy et Jean-Sébastien Vayre). L'algorithme n'analyse pas, pas plus qu'il n'enquête sur la consommation, il est agnostique sur la consommation et ses ressorts et ne vise « qu'à » la prédire. Que produit ce renoncement à la connaissance et à l'enquête si ce n'est la volonté de ne pas interroger ce qui agit la consommation, le rôle qu'y tiennent les dispositifs marchands, les interventions publiques, les appartenances sociales, mais aussi les formes d'inégalités ou de rapports de force dont elle est l'expression ou qu'elle contribue à entretenir ?

Ce numéro permet de souligner la richesse des études existantes tout en insistant sur le fait qu'il reste beaucoup à faire dans le domaine des enquêtes sur la consommation. Les recherches en cours sur certaines figures ou certains collectifs d'enquêteurs constituent des points d'entrée intéressants sur cet aspect de l'histoire des sciences sociales qui n'en finit pas de nous passionner ²⁸. Mais de nombreux autres prolongements peuvent être envisagés. Par exemple, il serait intéressant de faire une étude comparée des

27. Lizabeth COHEN, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003.

28. Plusieurs articles du numéro ouvrent un dialogue avec Maurice Halbwachs, qui fait l'objet d'un travail approfondi en cours de la part d'Anne Lhuissier. Selon Jeanne Lazarus et Hélène Ducourant, Pierre Bourdieu montre que les ouvriers dépensent aussi pour leur logement, contrairement à ce qu'indiquait Maurice Halbwachs qui en faisait une différence avec les employés. L'article de Pierre Blavier remet en cause le lien entre appartenance de classe et consommation, car la crise provoque des déclassements qui brouillent les pistes. Sur Maurice Halbwachs, voir Christian TOPALOV, *Histoire d'enquêtes. Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*, Paris, Classiques Granier, 2015 ; Anne LHUISSIER, « Des dépenses alimentaires aux niveaux de vie : la contribution de Maurice Halbwachs à la statistique des consommations », *L'Année sociologique*, vol. 67, n° 1, 2017, p. 47-72. Voir aussi la discussion

enquêtes-budgets menées dans le monde entier au XX^e siècle et de leur usage. L'histoire des enquêtes de marché reste en grande partie à écrire. En outre, certains gisements d'archives ont été peu exploités, par exemple les enquêtes produites par les milieux chrétiens. Enfin, il semble impératif de conduire aujourd'hui une analyse plus fine des pratiques budgétaires et de consommation afin de mieux comprendre les ressources mises en œuvre par les ménages pour allouer leurs dépenses ou accéder à certains produits et services. Les articles que nous proposons ici permettent donc de poser des jalons pour de futures recherches. Celles-ci devront prendre en compte les questions des circulations entre les univers – public-privé, académiques ou non, milieux réformateurs, milieu des entreprises et des publicitaires, organismes étatiques – et entre les méthodes – méthode ethnographique et méthodes quantitatives par exemple.

menée par Jean-Claude DAUMAS, *La Révolution matérielle*, *op. cit.*, en particulier p. 184-185 sur les dépenses de logement des ouvriers.